

VILLE DE COMMERCY

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 OCTOBRE 2002

AV/FK

Objet : Renouveaulement du Droit de Préemption Urbain

N  02/177

L'an deux mille deux, le **lundi vingt huit octobre à vingt heures 30**

Le Conseil Municipal de la Ville de COMMERCY s'est réuni sur convocation légale, envoyée le **22 octobre 2002**, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de François DOSÉ,

ETAIENT PRESENTS :

Messieurs VERNEAU, JANNOT, LE BONNIEC, B. MULLER, HENRY

Mesdames ARONDEL, JOTTER, PARENTE, **Adjoints**

Messieurs DIETRICH, PIERSON, BROUET, BERTON, BREMONT, MACÉ,

Mesdames ANDRES, LECOINTRE, BILLON, NOBLET, BARET, PIERSON, COT, MITH, HUSSENET, RICHARD, LACROIX

Conseillers Municipaux

ETAIT EXCUSE

Monsieur Gérard LANDO qui donne pouvoir à Liliane LECOINTRE

ETAIENT ABSENTS

Xavier CERF

Gérard HENNENFENT

Conseillers en exercice à 29 - **Présents**   26 - **votants**   27

Madame HUSSENET exerce les fonctions de secrétaire de séance.

LA SEANCE EST OUVERTE

La loi MEHAIGENRIE du 23 décembre 1986 a rendu le Droit de Préemption Urbain (DPU) facultatif, permettant aux communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) opposable d'instaurer ce droit sur certaines zones définies du territoire communal.

Ce droit est indispensable dans le but de permettre la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique local  de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil d'activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs, de lutter contre l'insalubrité, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti et pour constituer des réserves foncières.

Le PLU a été approuvé le 19 novembre 2001, et est exécutoire depuis le 21 décembre 2001.

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité

DECIDE,

-   d'instaurer au profit de la commune le Droit de Préemption Urbain sur les zones U et NA du Plan Local d'Urbanisme en vigueur.
-   de donner délégation au Maire pour mener à bien les formalités nécessaires à l'établissement du DPU
-   de donner délégation au Maire pour accomplir tous les actes de la procédure du DPU au nom de la commune.

La délibération sera affichée pendant un mois en Mairie de COMMERCY et mentionnée dans deux journaux.

Le Directeur Départemental des Services Fiscaux, le Conseil Supérieur du Notariat, la Chambre Départementale des Notaires, le Barreau constitué près le Tribunal de Grande Instance et le Greffe de ce Tribunal, seront informés de cette décision.

Pour extrait certifié conforme et attestation   caractère exécutoire.

Le Député-Maire,

